



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture

ECA/41/19/REPORT

RAPPORT

Quarante et unième session Commission européenne d'agriculture

**Budapest (Hongrie)
1-2 octobre 2019**

Le code QR peut être utilisé pour télécharger le présent document. Cette initiative de la FAO vise à instaurer des méthodes de travail et des modes de communication plus respectueux de l'environnement. Les autres documents de la FAO peuvent être consultés à l'adresse www.fao.org.



nb770

Les précédentes sessions de la Commission européenne d'agriculture (dénommée Comité européen de technologie agricole de 1949 à 1952 et Comité européen de l'agriculture jusqu'en 1956) ont eu lieu aux dates suivantes:

- | | | |
|-----|----------------------------|---|
| 1. | Réunion préparatoire | Paris (France), 27-28 juin 1949 |
| 2. | Première session | Rome (Italie), 26-30 septembre 1949 |
| 3. | Deuxième session | Genève (Suisse), 27-30 mars 1950 |
| 4. | Troisième session | Rome (Italie), 25-28 juin 1951 |
| 5. | Quatrième session | Rome (Italie), 3-6 juin 1952 |
| 6. | Cinquième session | Rome (Italie), 26-29 mai 1953 |
| 7. | Sixième session | Rome (Italie), 14-18 juin 1954 |
| 8. | Septième session | Rome (Italie), 20-24 juin 1955 |
| 9. | Huitième session | Rome (Italie), 7-11 mai 1956 |
| 10. | Neuvième session | Rome (Italie), 17-21 juin 1957 |
| 11. | Dixième session | Rome (Italie), 19-23 mai 1958 |
| 12. | Onzième session | Rome (Italie), 25-29 mai 1959 |
| 13. | Douzième session | Rome (Italie), 15-19 mai 1961 |
| 14. | Treizième session | Rome (Italie), 13-18 mai 1963 |
| 15. | Quatorzième session | Rome (Italie), 17-21 mai 1965 |
| 16. | Quinzième session | Rome (Italie), 15-20 mai 1967 |
| 17. | Seizième session | Rome (Italie), 23-26 octobre 1968 |
| 18. | Dix-septième session | Rome (Italie), 7-11 septembre 1970 |
| 19. | Dix-huitième session | Rome (Italie), 8-12 mai 1972 |
| 20. | Dix-neuvième session | Rome (Italie), 17-21 juin 1974 |
| 21. | Vingtième session | Rome (Italie), 17-23 juin 1976 |
| 22. | Vingt et unième session | Rome (Italie), 19-23 juin 1978 |
| 23. | Vingt-deuxième session | Rome (Italie), 23-27 juin 1980 |
| 24. | Vingt-troisième session | Rome (Italie), 21-25 juin 1982 |
| 25. | Vingt-quatrième session | Innsbruck (Autriche), 18-22 juin 1984 |
| 26. | Vingt-cinquième session | Chania (Grèce), 8-12 juin 1987 |
| 27. | Vingt-sixième session | Porto (Portugal), 23-26 mai 1989 |
| 28. | Vingt-septième session | Herrsching (Allemagne), 1-5 juillet 1991 |
| 29. | Vingt-huitième session | La Valette (Malte), 27 septembre-1 ^{er} octobre 1993 |
| 30. | Vingt-neuvième session | Bled (Slovénie), 2-6 octobre 1995 |
| 31. | Trentième session | Nitra (Slovaquie), 8-11 octobre 1997 |
| 32. | Trente et unième session | Rome (Italie), 12-14 octobre 1999 |
| 33. | Trente-deuxième session | Rome (Italie), 7-8 mars 2002 |
| 34. | Trente-troisième session | Rome (Italie), 1-2 mars 2004 |
| 35. | Trente-quatrième session | Riga (Lettonie), 7 juin 2006 |
| 36. | Trente-cinquième session | Innsbruck (Autriche), 25 juin 2008 |
| 37. | Trente-sixième session | Erevan (Arménie), 11-12 mai 2010 |
| 38. | Trente-septième session | Bakou (Azerbaïdjan), 17-18 avril 2012 |
| 39. | Trente-huitième session | Bucarest (Roumanie), 1-2 avril 2014 |
| 40. | Trente-neuvième session | Budapest (Hongrie), 22-23 septembre 2015 |
| 41. | Quarantième session | Budapest (Hongrie), 27-28 septembre 2017 |
| 42. | Quarante et unième session | Budapest (Hongrie), 1-2 octobre 2019 |

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. La mention de sociétés déterminées ou de produits de fabricants, qu'ils soient ou non brevetés, n'entraîne, de la part de la FAO, aucune approbation ou recommandation desdits produits de préférence à d'autres de nature analogue qui ne sont pas cités.

© FAO, 2019

La FAO encourage l'utilisation, la reproduction et la diffusion des informations figurant dans ce produit d'information. Sauf indication contraire, le contenu peut être copié, téléchargé et imprimé aux fins d'étude privée, de recherches ou d'enseignement, ainsi que pour utilisation dans des produits ou services non commerciaux, sous réserve que la FAO soit correctement mentionnée comme source et comme titulaire du droit d'auteur et à condition qu'il ne soit sous-entendu en aucune manière que la FAO approuverait les opinions, produits ou services des utilisateurs.

Toute demande relative aux droits de traduction et d'adaptation ainsi qu'à la revente ou à d'autres droits d'utilisation commerciale doit être présentée au moyen du formulaire en ligne disponible à www.fao.org/contact-us/licence-request ou adressée par courriel à copyright@fao.org. Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être achetés par courriel adressé à publications-sales@fao.org.

TABLE DES MATIÈRES

Paragrophes

INTRODUCTION	1-2
OUVERTURE DE LA SESSION	3-6
ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET DU CALENDRIER.....	7-7
NOMINATION DU RAPPORTEUR.....	8-8
INFORMATIONS ACTUALISÉES SUR L'ANNÉE INTERNATIONALE DE LA SANTÉ DES VÉGÉTAUX (2020) (POUR INFORMATION)	9-9
LA SANTÉ DES VÉGÉTAUX EN EUROPE ET EN ASIE CENTRALE – PERTINENCE, TENDANCES ET FAITS NOUVEAUX	10-13
RAVAGEURS ET MALADIES DES VÉGÉTAUX DANS LE CONTEXTE DU CHANGEMENT ET DE LA VARIABILITÉ CLIMATIQUES, DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DES RISQUES POUR LA BIODIVERSITÉ	14-18
IMPACT DU COMMERCE MONDIAL ET DE LA MOBILITÉ HUMAINE SUR LA SANTÉ DES CULTURES ET DES FORÊTS EN EUROPE ET EN ASIE CENTRALE.....	19-21
PROGRESSER VERS L'ÉGALITÉ DES SEXES DANS LA RÉGION, AIDER LES FEMMES DES ZONES RURALES À DIVERSIFIER LEURS REVENUS	22-24
PROGRÈS ACCOMPLIS PAR LE BUREAU RÉGIONAL DE LA FAO POUR L'EUROPE ET L'ASIE CENTRALE EN CE QUI CONCERNE LES PRINCIPALES RECOMMANDATIONS FORMULÉES LORS DE LA QUARANTIÈME SESSION DE LA COMMISSION EUROPÉENNE D'AGRICULTURE	25-26
ÉLECTION DES MEMBRES DU COMITÉ EXÉCUTIF	28-30
QUESTIONS DIVERSES	31-32
DATE ET LIEU DE LA QUARANTE-DEUXIÈME SESSION	33
EXAMEN ET APPROBATION DU RAPPORT DE LA COMMISSION	34
ORDRE DU JOUR ANNOTÉ	ANNEXE A
LISTE DES DOCUMENTS.....	ANNEXE B
RECOMMANDATIONS APPROUVÉES	ANNEXE C

INTRODUCTION

1. La quarante et unième session de la Commission européenne d'agriculture (ECA) s'est tenue à Budapest (Hongrie), les 1^{er} et 2 octobre 2019.
2. Des représentants de 33 États Membres et d'une organisation membre ont participé à la session. Quatorze observateurs et quatre organisations de la société civile y ont aussi assisté.

OUVERTURE DE LA SESSION

3. Mme Galina Jevgrafova, Présidente par intérim de la Commission européenne d'agriculture, a ouvert la quarante et unième session, a souhaité la bienvenue aux délégués et a remercié le Gouvernement hongrois de l'avoir accueillie.
4. M. Sandor Farkas, Ministre d'État hongrois de l'agriculture a souhaité la bienvenue aux délégués présents à la quarante et unième session de la Commission et s'est réjoui d'accueillir la session. Il a évoqué les importants dégâts économiques et les menaces qui pesaient sur l'environnement en raison du changement climatique et de l'apparition de nouveaux organismes nuisibles. Compte tenu de l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation phytosanitaire de l'Union européenne le 14 décembre 2019, la Hongrie s'attachera à communiquer comme il se doit les modifications apportées à sa législation phytosanitaire. Il a aussi mis l'accent sur l'importance des petits agriculteurs dans la région et sur la demande croissante d'aliments sains et produits localement.
5. M. Vladimir Rakhmanin, Sous-Directeur général et Représentant régional pour l'Europe et l'Asie centrale, s'exprimant au nom de la FAO, a souhaité la bienvenue aux participants et a remercié le Gouvernement hongrois de son hospitalité, ainsi que de son dévouement à l'appui des activités de l'Organisation. Il a souligné l'importance des travaux de la Commission européenne d'agriculture en ce qui concerne l'élaboration de solutions pratiques face aux problèmes communs à toute la région. Le thème de la présente session de la Commission – protéger les végétaux contre les organismes nuisibles dans les cultures et dans les environnements naturels – est au cœur même du mandat de la FAO. Les organismes nuisibles peuvent peser sur la sécurité alimentaire et les menaces qui leur sont liées sont aujourd'hui particulièrement aiguës car les échanges commerciaux internationaux facilitent le mouvement des organismes nuisibles et le changement climatique contribue à leur établissement dans de nouvelles zones.
6. M. Rakhmanin a invité tous les Membres à participer à la Conférence régionale de la FAO pour l'Europe, qui se tiendra du 5 au 7 mai 2020, à Tachkent (Ouzbékistan). Il a indiqué que la FAO aidait activement les pays de la région sur les questions liées à la santé des végétaux, en collaboration avec le Secrétariat de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) et l'Organisation européenne et méditerranéenne pour la protection des plantes (OEPP), et que, par conséquent, la proclamation de l'Année internationale de la santé des végétaux (2020) par l'Assemblée générale des Nations Unies était particulièrement importante pour la FAO.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET DU CALENDRIER

7. La Commission a adopté son ordre du jour tel qu'il figure à l'annexe A du présent rapport, ainsi que le calendrier des travaux de la session.

NOMINATION DU RAPPORTEUR

8. Mme Zora Weberova (Slovaquie) et M. Tim Kränzlein (Suisse) ont été nommés rapporteurs.

INFORMATIONS ACTUALISÉES SUR L'ANNÉE INTERNATIONALE DE LA SANTÉ DES VÉGÉTAUX (2020) (POUR INFORMATION)

9. M. Ralf Lopian, Président du Comité directeur international de l'Année internationale de la santé des végétaux, a présenté le point à l'examen en indiquant que l'Année internationale avait déjà commencé à porter ses fruits, à savoir une prise de conscience des questions relatives à la santé des végétaux – thème même de la présente session. Grâce aux manifestations et aux activités liées à cette célébration, les décideurs tout comme le public seraient mieux informés de ces questions. L'Année internationale permet de mettre en évidence la nécessité de consacrer à ces questions des ressources accrues, à tous les niveaux, de renforcer les capacités et de poursuivre les activités de développement. La coopération internationale est indispensable pour empêcher et endiguer la propagation des organismes nuisibles, d'où la nécessité de coopérer au niveau régional et au niveau international. L'Année internationale renvoie à plusieurs objectifs de développement durable (ODD), à savoir l'ODD 1 (élimination de la pauvreté), l'ODD 2 (faim zéro), l'ODD 8 (travail décent et croissance économique), l'ODD 12 (consommation et production responsables), l'ODD 13 (lutte contre les changements climatiques) et l'ODD 15 (vie terrestre). Les changements climatiques modifient les caractéristiques épidémiologiques et la répartition des organismes nuisibles. L'Europe sera touchée davantage encore dans l'avenir, du fait notamment de l'introduction de nouveaux organismes nuisibles.

LA SANTÉ DES VÉGÉTAUX EN EUROPE ET EN ASIE CENTRALE – PERTINENCE, TENDANCES ET FAITS NOUVEAUX

10. La session s'est ouverte sur un débat de groupe auquel ont pris part M. Avetik Nersisyan, Fonctionnaire agricole principal de la FAO, Secrétariat de la CIPV; M. Radovan Pokorný, Professeur à l'Université Mendel; M. Robert Hunter, Directeur exécutif de Crop Life International; et M. Juan Antonio Garcia Villalva, un représentant de la société civile. Le débat a été animé par M. Ralf Lopian. Les membres du groupe se sont penchés sur les menaces considérables que représentent les organismes nuisibles pour la sécurité alimentaire et l'environnement. Ces organismes ont non seulement des effets néfastes sur les cultures, les forêts, l'environnement et la sécurité alimentaire, mais aussi des répercussions importantes sur le commerce international des végétaux et des produits végétaux. Les membres du groupe ont souligné que la santé des végétaux était une question à dimension internationale qu'il convenait de gérer à l'échelle mondiale.

11. Entre autres questions, les membres du groupe ont insisté sur les défis et perspectives suivants:

- Il n'y a pas suffisamment de formation, de sensibilisation des experts, de recherche et de partage de connaissances sur les questions relatives à la santé des végétaux.
- Il faut partager et communiquer les informations sur les organismes nuisibles aux niveaux national et international afin de permettre des interventions rapides face aux menaces et la mise au point de mesures de lutte appropriées.

- Il est nécessaire de mettre en place et de renforcer des cadres réglementaires conformes au Cadre stratégique de la CIPV pour 2020-2030, qui doit être adopté par la Commission des mesures phytosanitaires (CMP) en 2020.
- Il faut renforcer les capacités des organisations nationales de protection des végétaux (ONPV) afin de faire face aux risques actuels et nouveaux posés par les organismes nuisibles.
- Une réglementation phytosanitaire harmonisée est nécessaire pour favoriser les échanges internationaux tout en évitant la propagation des organismes nuisibles.
- Les cadres réglementaires doivent tenir compte des exigences liées au commerce électronique, qui constitue une voie de propagation des organismes nuisibles et des maladies.
- Il faut accorder davantage d'attention à la préservation de la qualité des sols à long terme, en tant que condition préalable nécessaire à la culture de végétaux sains.
- Il convient de recourir à des pratiques agroécologiques pour améliorer la fertilité des sols et la résilience des systèmes de production.

12. La Commission:

- a) **a pris note** des défis et des perspectives liés à la santé des végétaux mentionnés par les membres du groupe;
- b) **a insisté** sur le fait que l'Année internationale de la santé des végétaux (2020) permettra de sensibiliser la communauté internationale aux questions suivantes: a) comment la protection de la santé des végétaux peut contribuer à éliminer la faim, à réduire la pauvreté, à protéger l'environnement et à stimuler le développement économique; et b) l'importance de la santé des végétaux pour les sociétés et les économies nationales;
- c) **a encouragé** l'adoption du Cadre stratégique de la CIPV pour 2020-2030, qui pourrait servir de base aux activités phytosanitaires de la prochaine décennie et renforcer la coopération internationale sur les questions de santé des végétaux aux niveaux mondial et régional;
- d) **a suggéré** aux Membres d'examiner leurs systèmes phytosanitaires nationaux, en particulier en ce qui concerne la mise en œuvre des accords et normes internationaux, et d'élaborer des stratégies en vue de combler les éventuelles lacunes dans ce domaine;
- e) **a noté** qu'il importait d'insister sur l'intérêt d'une collaboration régionale et de solutions s'inspirant de la nature pour réduire au maximum les effets des organismes nuisibles des végétaux, qu'ils soient déjà présents ou susceptibles de se propager;
- f) **a invité** la FAO à contribuer au renforcement des capacités nationales en matière de santé des végétaux en assurant à la CIPV un financement durable et plus important qui lui permettra de renforcer la coopération internationale sur les questions de santé des végétaux aux niveaux mondial et régional.

13. La Commission a adopté toutes les autres recommandations figurant aux paragraphes 32 et 33 du document ECA/41/19/3 (voir l'annexe C).

**RAVAGEURS ET MALADIES DES VÉGÉTAUX DANS LE CONTEXTE DU
CHANGEMENT ET DE LA VARIABILITÉ CLIMATIQUES, DE LA SÉCURITÉ
ALIMENTAIRE ET DES RISQUES POUR LA BIODIVERSITÉ**

14. La Commission a pris note des effets potentiels du changement climatique sur les facteurs biotiques et abiotiques intervenant dans les systèmes de culture, dont ils modifient la capacité de production. Elle a en outre examiné la complexité des relations entre le changement climatique, les systèmes de culture et les effets qu'auront les déplacements de ravageurs suite aux changements climatiques, en terme de pertes imputables à ces organismes.
15. La Commission a souligné qu'il était nécessaire de prendre les mesures suivantes:
- a) **apporter un appui** à des programmes de recherche nationaux et internationaux, comme Euphresco, afin de réunir davantage d'informations sur les effets du changement climatique en ce qui concerne les questions relatives à la santé des végétaux, par exemple la répartition et le comportement des organismes nuisibles ou la résilience des végétaux face aux infestations;
 - b) **formuler** des stratégies – en particulier dans les domaines de la surveillance, du suivi, de la préparation, de la prévention et de la lutte contre les organismes nuisibles – afin de faire face à des expansions plus fréquentes de l'aire de répartition géographique des ravageurs et des maladies.
16. La Commission:
- a) **a insisté** sur le fait que la prévention et la détection des ravageurs et des maladies des végétaux, ainsi que la lutte contre ces fléaux, jouaient un rôle crucial dans la mise en place de systèmes alimentaires plus durables, tout en protégeant les écosystèmes naturels et l'économie;
 - b) **a pris acte** de l'appui qui continue d'être apporté à des programmes de recherche européens et internationaux visant à réunir davantage d'informations sur les effets du changement climatique en ce qui concerne les questions relatives à la santé des végétaux, par exemple la répartition et les caractéristiques biologiques des organismes nuisibles ou la résilience des végétaux face aux infestations;
 - c) **s'est déclarée favorable** à la collaboration internationale aux niveaux sous-régional, régional et mondial en ce qui concerne le partage d'informations et de données d'expérience relatives aux effets du changement climatique sur les organismes nuisibles aux végétaux;
 - d) **a pris note** des informations fournies par la Finlande, qui avait invité la Commission à participer à la première conférence internationale sur la santé des végétaux qui se tiendra à Helsinki du 5 au 8 octobre 2020;
 - e) **s'est dite en faveur** d'une intensification des échanges de connaissances agroécologiques entre agriculteurs afin de mettre au point des méthodes en synergie pour gérer et améliorer la santé des végétaux et des sols et atténuer le changement climatique.
17. Par ailleurs, la Commission a appelé les Membres à:
- a) **appliquer** des mesures phytosanitaires adaptées et efficaces tout en tenant compte des besoins du commerce international;

- b) **entreprendre** d'élaborer des stratégies dans les domaines de la surveillance, du suivi, de la prévention et de la protection contre les organismes nuisibles afin de renforcer la préparation et la lutte, face aux défis du changement et de la variabilité climatiques;
- c) **intégrer** dans les stratégies nationales des éléments en rapport avec la santé des végétaux en ce qui concerne le changement climatique, les espèces exotiques envahissantes, la biodiversité et l'environnement;
- d) **nouer** des partenariats internationaux solides et ambitieux;
- e) **avoir recours** à des technologies résilientes face au climat et élargir la coopération et la coordination régionales;
- f) **veiller** à déterminer et à atténuer les risques, à diffuser l'information et à sensibiliser les principales parties prenantes au sujet des maladies et des organismes nuisibles existants;
- g) **encourager** les pays à prendre en considération non seulement la résilience des végétaux mais aussi des écosystèmes dans leur ensemble, lorsqu'ils appliquent les recommandations;
- h) **soutenir** sans réserve le rôle futur de tous les grands acteurs internationaux dans ce domaine, en particulier la FAO et la CIPV, et être prêts à participer davantage aux activités internationales relatives à la santé des végétaux.

18. La Commission a adopté les recommandations énumérées aux paragraphes 26 et 27 du document d'information ECA/41/19/4 (voir l'annexe C).

IMPACT DU COMMERCE MONDIAL ET DE LA MOBILITÉ HUMAINE SUR LA SANTÉ DES CULTURES ET DES FORÊTS EN EUROPE ET EN ASIE CENTRALE

19. La Commission a examiné la question du commerce (y compris le commerce électronique) et de la mobilité humaine, qui sont considérés comme les principaux facteurs de déplacement d'organismes nuisibles entre pays et entre continents. L'apparition d'organismes nuisibles dans de nouvelles zones peut s'accompagner d'importantes menaces pour les végétaux, dans les cultures et dans la nature. Il est extrêmement difficile pour les pays de gérer seuls les risques phytosanitaires liés aux échanges internationaux, la coopération internationale et l'harmonisation des mesures prises sont donc une nécessité. Il faut soutenir les ONPV et renforcer leurs capacités, pour qu'elles soient à la hauteur des nouvelles menaces.

20. Le Comité a souligné qu'il fallait:

- a) **appuyer** les orientations, activités ou mesures supplémentaires, y compris les techniques d'inspection et de diagnostic, qui pouvaient être mises en œuvre pour renforcer les capacités nationales et améliorer la gestion des risques phytosanitaires dans le commerce international des végétaux;
- b) **apporter un appui** à des campagnes et à des activités de sensibilisation visant à réduire les risques phytosanitaires existants et nouveaux liés à la mobilité humaine, en particulier en informant les voyageurs des risques d'introduction d'organismes nuisibles allochtones;
- c) **favoriser** la mise en œuvre des normes et des recommandations internationales relatives à l'évaluation des risques afin de prévenir la propagation d'organismes nuisibles via les envois commerciaux internationaux;

- d) **étudier** et exploiter les possibilités de coopération aux niveaux sous-régional, régional et mondial entre les ONPV et d'autres organismes officiels (les services des douanes, par exemple) afin de renforcer les capacités nationales permettant de relever les défis communs liés à la santé des végétaux.

21. La Commission a adopté toutes les autres recommandations qui figurent aux paragraphes 29 et 30 du document d'information ECA/41/19/5 (voir l'annexe C).

PROGRESSER VERS L'ÉGALITÉ DES SEXES DANS LA RÉGION, AIDER LES FEMMES DES ZONES RURALES À DIVERSIFIER LEURS REVENUS

22. La Commission a pris note des progrès accomplis vers l'égalité des sexes en zone rurale dans la région Europe et Asie centrale et, en particulier, des activités pilotes destinées à soutenir les femmes vivant en milieu rural en matière de diversification des revenus, d'entrepreneuriat et d'artisanat rural, menées dans le cadre de la stratégie régionale et du plan d'action régional sur l'égalité des sexes pour 2019-2022.

23. La Commission:

- a) **a noté** qu'il était nécessaire d'adopter une approche globaliste pour s'attaquer aux causes profondes de l'inégalité entre les sexes et du déséquilibre des relations de pouvoir dans les zones rurales. Il faut à cet effet des actions ciblées au profit des femmes, ainsi que la prise en compte systématique de la question de l'équité femmes-hommes dans tous les programmes. Il est important d'aider les pays de la région à apporter les ajustements nécessaires dans les cadres de développement agricole et rural qui peuvent avoir une incidence;
- b) **a noté** que les problèmes auxquels les femmes se heurtaient – sur les questions notamment de charge de travail, de pouvoir de décision en matière de produits et de contrôle de l'utilisation du revenu – devraient être affrontés globalement;
- c) **a souligné** que les activités rémunératrices telles que l'artisanat offraient des possibilités d'émancipation économique des femmes. Il est important de veiller à ce que les femmes y participent et tirent profit de tous les stades de la chaîne de valeur;
- d) **a encouragé** à créer des débouchés rémunérateurs pour les groupes vulnérables de la population et à faciliter la participation de ces groupes aux chaînes de valeur de l'artisanat;
- e) **a insisté** sur la nécessité d'associer aux activités des chaînes de valeur un renforcement des compétences des femmes en matière de création et gestion d'entreprise, de direction et de technologies, pour permettre à celles-ci de tirer profit d'un plus large éventail d'opportunités sociales et économiques;
- f) **a encouragé** la mise en place de partenariats avec d'autres organisations et avec les États, l'objectif étant de créer un environnement propice à des chaînes de valeur où les femmes ont leur place, y compris par le financement de liens avec les marchés, d'infrastructures et d'autres mécanismes susceptibles de créer des conditions favorables.

24. La Commission a approuvé le document d'information ECA/41/19/6.

**PROGRÈS ACCOMPLIS PAR LE BUREAU RÉGIONAL DE LA FAO POUR
L'EUROPE ET L'ASIE CENTRALE EN CE QUI CONCERNE LES PRINCIPALES
RECOMMANDATIONS FORMULÉES LORS DE LA QUARANTIÈME SESSION DE
LA COMMISSION EUROPÉENNE D'AGRICULTURE**

25. La Commission a pris note de la suite donnée par le Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale aux principales recommandations formulées lors de la quarantième session de la Commission européenne d'agriculture. Plus précisément, la Commission:

- a) **a insisté** sur la nécessité d'adopter une approche «Un monde, une santé» qui englobe la protection de la santé humaine, de la santé animale et de l'environnement;
- b) **a noté** qu'aucun pays ni aucun secteur ne pouvaient apporter, à eux seuls, des solutions adaptées et a insisté sur la nécessité de s'attaquer collectivement au défi de la résistance aux antimicrobiens;
- c) **a encouragé** une utilisation prudente et responsable des antibiotiques dans tous les secteurs, qui s'appuie sur les initiatives visant à améliorer l'hygiène, la biosécurité, le bien-être des animaux et la nutrition;
- d) **a suggéré** de consolider et améliorer les systèmes de surveillance et de collecte des données et d'intensifier la recherche et l'innovation;
- e) **a insisté** sur la nécessité d'abandonner progressivement l'utilisation des antibiotiques dans un but d'amélioration des rendements et de la croissance;
- f) **a encouragé** à mieux comprendre les interactions entre l'environnement, la santé humaine, l'agriculture, l'aquaculture et l'élevage terrestre afin d'élaborer des stratégies efficaces de lutte contre la résistance aux antimicrobiens suivant une approche «Un monde, une santé»;
- g) **a appelé** la FAO, la Commission régionale pour l'Europe de l'Organisation mondiale de la santé animale et le Comité FAO/OMS de coordination pour l'Europe à continuer à former et entretenir activement des synergies au niveau régional;
- h) **a jugé** qu'il fallait impérativement que l'ensemble des pays s'accordent au niveau mondial sur un moyen de contribuer activement à la lutte contre la résistance aux antimicrobiens à l'échelle nationale;
- i) **a dit appuyer** les initiatives en cours qui visaient à réviser et renforcer les directives et les normes, afin de relever le défi de la résistance aux antimicrobiens;
- j) **a souligné** que la résistance aux antimicrobiens revêtait une dimension internationale, d'où la nécessité d'une coopération à tous les niveaux, y compris régional et mondial.

26. En ce qui concerne les recommandations relatives à l'évaluation 2017 de la Commission européenne d'agriculture, la Commission:

- a) **s'est déclarée favorable** à l'amélioration du mode de fonctionnement de la Commission européenne d'agriculture et à ce que l'accent soit mis sur les thèmes techniques;
- b) **a souligné** qu'il faudrait que, à l'avenir, le Programme de développement durable à l'horizon 2030 serve de cadre à toutes les sessions de la Commission européenne d'agriculture;
- c) **s'est félicitée** que la Commission européenne d'agriculture continue à se concentrer sur les initiatives régionales de la FAO et sur la mise en place du calendrier de la Conférence régionale de la FAO pour l'Europe;

- d) **a souligné** qu'il faudrait que toutes les sessions aboutissent à des recommandations claires, qui contribuent à alimenter les travaux de la Conférence régionale de la FAO pour l'Europe et puissent être mises à profit pour parvenir à des décisions en matière de politiques.
27. La Commission a approuvé le document d'information ECA/41/19/7.

ÉLECTION DES MEMBRES DU COMITÉ EXÉCUTIF

28. La Commission a élu M. Paul Kiernan (Irlande) Président du Comité exécutif. Mme Zora Weberová (Slovaquie) et M. Marios Georgiades (Chypre) ont été élus, respectivement, première vice-présidente et second vice-président du Comité exécutif pour une période de deux ans, conformément au Règlement intérieur.
29. La Commission a élu six membres du Comité exécutif: Mme Lorena Pullumbi (Albanie), Mme Ekaterine Zviadadze (Géorgie), Mme Lilla Egri (Hongrie), Mme Graziella Romito (Italie), Mme Daria Janjic (République de Serbie) et M. Jiří Jílek (République tchèque).
30. Le Président nouvellement élu a remercié Mme Galina Jevgrafova, Présidente sortante, de son dévouement et des efforts qu'elle avait déployés en sa qualité de Présidente, et il a également adressé ses remerciements à Mme Aulikki Hulmi (Finlande), à Mme Khatia Tsilosani (Géorgie), à M. Zoltán Kálmán (Hongrie) et à M. Ali Recep Nazli (Turquie), membres sortants du Comité exécutif, pour la contribution qu'ils avaient apportée aux travaux du Comité exécutif au cours de ces dernières années.

QUESTIONS DIVERSES

31. La Commission a pris note des notes d'information présentées au titre de ce point de l'ordre du jour, telles qu'elles figurent sous les cotes ECA/41/19/INF/4, ECA/41/19/INF/5 et ECA/41/19/INF/6, sans formuler d'autres observations à leur sujet.
32. L'Ouzbékistan a invité les Membres à participer à la trente-deuxième session de la Conférence régionale de la FAO pour l'Europe, qui se tiendra du 5 au 7 mai 2020, à Tachkent (Ouzbékistan).

DATE ET LIEU DE LA QUARANTE-DEUXIÈME SESSION

33. La Commission a remercié la Hongrie qui avait offert d'accueillir la quarante-deuxième session de la Commission à Budapest en 2021. Les dates de la session, qui seront arrêtées par le Comité exécutif en collaboration avec le Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale, devront être antérieures d'au moins six mois à la tenue de la trente-troisième Conférence régionale pour l'Europe, conformément aux dispositions du Règlement intérieur de la Commission.

EXAMEN ET APPROBATION DU RAPPORT DE LA COMMISSION

34. Le rapport a été adopté dans son ensemble, avec des modifications concernant les paragraphes 9 et 10, le paragraphe 11 (cinquième et sixième tirets), le paragraphe 20 [point a)] et le paragraphe 16 [ajout des points d) et e)], ainsi qu'un certain nombre de changements d'ordre rédactionnel introduits par la Commission suite aux observations formulées par les États Membres.

Annexe A

ORDRE DU JOUR ANNOTÉ**I. Questions liminaires**

- 1. Adoption de l'ordre du jour et du calendrier**
- 2. Nomination du rapporteur**

II. Principal thème technique: La santé des végétaux en Europe et en Asie centrale**3. La santé des végétaux en Europe et en Asie centrale – Pertinence, tendances et faits nouveaux**

Ce point de l'ordre du jour tient lieu d'introduction au principal thème technique de la session. Il couvre les aspects généraux de la santé des végétaux en Europe et en Asie centrale, notamment le cadre actuel des activités dans ce domaine et une réflexion sur les principaux domaines d'évolution possible dans un proche avenir.

Étayé par un document de base, il sera introduit par une table ronde qui permettra aux représentants de différents domaines techniques de présenter leur point de vue sur les grands enjeux de la santé des végétaux dans la région, ainsi que des idées sur les moyens de relever les défis qui se présenteront.

Les membres seront invités à prendre note de la pertinence de la santé des végétaux en Europe et en Asie, à examiner le document de base et à formuler des orientations sur les activités futures.

4. Ravageurs et maladies des végétaux dans le contexte du changement et de la variabilité climatiques, de la sécurité alimentaire et des risques pour la biodiversité

Ce point de l'ordre du jour sera étayé par un document de base sur les effets des processus mondiaux tels que le changement climatique sur la santé des végétaux, en particulier les risques de déplacement ou d'établissement de ravageurs dans de nouvelles zones, l'incidence des ravageurs des végétaux sur le développement socioéconomique de la région et les risques environnementaux liés aux ravageurs. L'accent sera mis sur le rôle des organismes nationaux et internationaux, ainsi que des instituts de recherche, dans la prévention et la gestion des problèmes relatifs à la santé des végétaux, et les besoins en matière de coopération internationale seront analysés.

Les membres seront invités à se pencher sur les risques associés aux ravageurs des végétaux dans le contexte du changement climatique, ainsi que sur les moyens d'y faire face dans la région, à examiner le document de base et à donner des orientations sur les activités futures, aux niveaux national et régional.

5. Impact du commerce mondial et de la mobilité humaine sur la santé des cultures et des forêts en Europe et en Asie centrale

Ce point de l'ordre du jour et le document de base correspondant porteront sur le commerce international des végétaux et produits végétaux, ainsi que sur la mobilité humaine, en tant qu'importants vecteurs pouvant contribuer aux déplacements internationaux des ravageurs des végétaux. Ces deux phénomènes ont augmenté ces dernières décennies et comportent des risques de déplacements de ravageurs de leur aire d'origine vers de nouvelles zones, susceptibles de menacer les cultures et les ressources végétales de l'ensemble de l'environnement. Au titre de ce point de l'ordre du jour, on examinera aussi le rôle des organisations nationales chargées de la santé des végétaux, ainsi que leurs activités de coopération internationale aux fins de la prévention des risques de propagation de ravageurs entre les pays et les continents. L'accent sera également mis sur un autre point important: la nécessité de sensibiliser les acteurs concernés et le grand public aux risques phytosanitaires liés à la circulation des personnes et des marchandises.

Les membres seront invités à prendre note des facteurs humains qui entrent en jeu dans la santé des végétaux dans la région, à examiner le document de base et à donner des orientations sur les activités futures.

III. Autres questions

6. Progresser vers l'égalité des sexes dans la région, aider les femmes des zones rurales à diversifier leurs revenus

Ce point de l'ordre du jour est un point permanent des sessions de la Commission européenne d'agriculture. Le Secrétariat présentera un document de base qui contiendra des informations actualisées sur les progrès obtenus par le Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale en matière d'égalité des sexes dans la région et sur les activités menées à l'appui de la diversification des revenus, de l'entrepreneuriat et de l'artisanat parmi les femmes dans les zones rurales; ce dans le cadre de l'initiative régionale visant à renforcer le commerce agroalimentaire et l'intégration dans les marchés, avec pour but la concrétisation de l'objectif stratégique de la FAO «Œuvrer à des systèmes agricoles et alimentaires plus inclusifs et plus efficaces».

Les membres seront invités à examiner le document de base, à exprimer leur point de vue et à donner des orientations sur les activités relatives à l'intégration des considérations de parité hommes-femmes dans la région.

7. Progrès accomplis par le Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale en ce qui concerne les principales recommandations formulées lors de la quarantième session de la Commission européenne d'agriculture

Ce point de l'ordre du jour sera consacré à la communication d'informations actualisées, en particulier sur: a) les progrès accomplis dans le domaine de la résistance aux antimicrobiens; et b) la suite donnée aux recommandations formulées dans le rapport d'évaluation 2017 de la Commission européenne d'agriculture.

Les membres seront invités à examiner les progrès accomplis et à donner des orientations sur la mise en œuvre des recommandations.

8. Élection des membres du Comité exécutif

9. Questions diverses

10. Date et lieu de la quarante-deuxième session

11. Examen et approbation du rapport de la Commission

Clôture de la session

Pour information

Informations actualisées sur l'Année internationale de la santé des végétaux (2020)

Il faut améliorer l'efficacité des activités des organisations nationales de la protection des végétaux (ONPV) pour pouvoir faire face de manière satisfaisante aux défis liés aux ravageurs des végétaux, ce qui suppose qu'on alloue des ressources suffisantes à cette fin. Or, à l'heure actuelle, la santé des végétaux ne bénéficie pas de moyens à hauteur de son importance, sans doute faute de sensibilisation à l'impact de la santé des végétaux. Ces considérations ont conduit à proposer la célébration d'une année internationale (2020) – proposition qui a été approuvée par l'Assemblée générale des Nations Unies – dans le but de renforcer les structures et les activités liées à la santé des végétaux aux niveaux mondial, régional et national en faisant mieux connaître l'importance de la santé des végétaux pour la sécurité alimentaire, le développement économique et la protection de l'environnement.

Le Secrétariat, en coopération avec le Président du Comité directeur international de l'Année internationale de la santé des végétaux, fera le point sur le cadre général et la portée de l'Année internationale, ainsi que sur le calendrier des principales manifestations mondiales et sur les contributions possibles des membres.

Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale (2019-2028): l'agriculture familiale et le Programme de développement durable à l'horizon 2030

La Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale (2019-2028) offre à la FAO une excellente occasion de renforcer encore l'appui apporté aux petits agriculteurs et aux petites exploitations familiales au titre de l'Initiative régionale 1 (Autonomisation des petits agriculteurs et des petites exploitations familiales aux fins de l'amélioration des moyens d'existence ruraux et de la réduction de la pauvreté), en collaboration avec les pays membres et au moyen de partenariats avec d'autres organisations internationales, des donateurs, la société civile, les universités et le secteur privé.

Dans la plupart des pays de la région Europe et Asie centrale visés par les programmes de la FAO, les petites exploitations et les exploitations familiales sont le modèle dominant et la grande majorité d'entre elles ont moins de 5 hectares. Les petits exploitants agricoles ont tout à la fois de nombreux besoins et de nombreuses difficultés, ce qui nécessite un soutien dans de nombreux domaines techniques. La Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale est une excellente occasion de mobiliser des ressources supplémentaires pour favoriser le développement des petites exploitations pour en faire des exploitations familiales à vocation commerciale, en soutenant la diversification de l'économie rurale grâce à la création de nouveaux emplois, notamment en faveur des jeunes, des femmes et des groupes vulnérables. Il convient d'adopter à cette fin une approche intégrée et intersectorielle.

Le Secrétariat donnera un aperçu des contributions que la FAO prévoit d'apporter dans le cadre de la Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale.

Appui de la FAO aux activités en faveur de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à ses effets dans la région Europe et Asie centrale

Les pays de la Commission européenne d'agriculture participent pleinement au Programme de développement durable à l'horizon 2030 et adhèrent aux objectifs de développement durable (ODD), en faisant fond sur les résultats qu'ils ont obtenus ces dernières décennies dans le domaine de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Le changement climatique devrait avoir des

répercussions directes et indirects sur la productivité agricole de ces pays. Il devrait notamment avoir pour effet de modifier les régimes pluviométriques et d'accroître la fréquence et la gravité des aléas hydrométéorologiques, tels que les sécheresses, les tempêtes et les inondations, et il devrait entraîner une augmentation des infestations de ravageurs et des foyers de maladies animales et végétales, ainsi que leur redistribution géographique, ce qui est susceptible de nuire à la capacité d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle régionale, d'éliminer la pauvreté et de parvenir à un développement durable.

Le Secrétariat communiquera des informations actualisées sur les activités menées par le Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale pour aider les pays à répondre aux défis que pose le changement climatique.

Annexe B**LISTE DES DOCUMENTS**

ECA/41/19/1	Ordre du jour provisoire annoté
ECA/41/19/2	Calendrier provisoire
ECA/41/19/3	La santé des végétaux en Europe et en Asie centrale – Pertinence, tendances et faits nouveaux
ECA/41/19/4	Ravageurs et maladies des végétaux dans le contexte du changement et de la variabilité climatiques, de la sécurité alimentaire et des risques pour la biodiversité
ECA/41/19/5	Impact du commerce mondial et de la mobilité humaine sur la santé des cultures et des forêts en Europe et en Asie centrale
ECA/41/19/6	Progresser vers l'égalité des sexes dans la région, aider les femmes des zones rurales à diversifier leurs revenus
ECA/41/19/7	Progrès accomplis par le Bureau régional de la FAO pour l'Europe et l'Asie centrale en ce qui concerne les principales recommandations formulées lors de la quarantième session de la Commission européenne d'agriculture

SÉRIE INF

ECA/41/19/INF/1	Liste provisoire des documents
ECA/41/19/INF/2	Note d'information
ECA/41/19/INF/3	Déclaration relative aux compétences et aux droits de vote présentée par l'Union européenne et ses États Membres
ECA/41/19/INF/4	Informations actualisées sur l'Année internationale de la santé des végétaux (2020)
ECA/41/19/INF/5	Décennie des Nations Unies pour l'agriculture familiale (2019-2028): Agriculture familiale et Programme de développement durable à l'horizon 2030
ECA/41/19/INF/6	Appui de la FAO aux activités en faveur de l'atténuation du changement climatique et de l'adaptation à ses effets dans la région Europe et Asie centrale

Annexe C

RECOMMANDATIONS APPROUVÉES

LA SANTÉ DES VÉGÉTAUX EN EUROPE ET EN ASIE CENTRALE –
PERTINENCE, TENDANCES ET FAITS NOUVEAUX
([ECA/41/19/3](#))

Recommandations adressées aux Membres:

- 1) **Analyser** le Cadre stratégique de la CIPV pour 2020-2030 en tant que base pour les activités à mener au cours des dix prochaines années, et envisager des moyens permettant de renforcer la coopération internationale sur les questions phytosanitaires aux niveaux mondial et régional.
- 2) **Appuyer** les activités qui seront menées en 2020 dans le cadre de l'Année internationale de la santé des végétaux, afin de sensibiliser à l'importance de la santé des végétaux pour les sociétés et les économies nationales.
- 3) **Évaluer** les progrès accomplis au niveau national dans la réalisation des objectifs de développement durable intéressant la santé des végétaux, et en rendre compte.
- 4) **Examiner** les systèmes phytosanitaires nationaux, en particulier au regard de la mise en œuvre des accords et normes internationaux, et élaborer des stratégies visant à combler les éventuelles lacunes dans ce domaine.
- 5) **Faire en sorte** que les organisations nationales de protection des végétaux disposent de capacités suffisantes pour faire face aux défis existants et à venir dans le domaine phytosanitaire.
- 6) **Promouvoir** l'adaptation et la mise en œuvre des pratiques respectueuses de l'environnement comme éléments fondamentaux de la gestion intégrée des organismes nuisibles.
- 7) **Appuyer** la mise en œuvre de techniques actuelles et nouvelles pour faire face aux menaces d'aujourd'hui et de demain dans le domaine phytosanitaire en ciblant les efforts des gouvernements et d'autres acteurs afin de maximiser les avantages et de réduire autant que possible les risques pour la sécurité sanitaire et la société.
- 8) **Sensibiliser** à l'importance cruciale d'une collaboration régionale et d'approches fondées sur des principes écologiques pour réduire au maximum les effets des organismes nuisibles des végétaux, déjà présents ou susceptibles de se propager.

Recommandations adressées à la FAO:

- 1) **Appuyer** le renforcement des systèmes et des régimes réglementaires nationaux en matière phytosanitaire au moyen d'ateliers régionaux et d'activités de formation, ainsi que les initiatives de promotion menées par différents organismes, et réduire l'hétérogénéité substantielle des dispositifs en place actuellement dans la région.
- 2) **Sensibiliser** aux répercussions que les organismes nuisibles et les maladies touchant les végétaux ont sur la sécurité alimentaire, la nutrition et le développement économique dans la région.
- 3) **Sensibiliser** à la nécessité de porter une attention particulière aux voies qui favorisent la propagation des organismes nuisibles touchant les végétaux d'un pays à l'autre dans la région, d'une région à l'autre et d'un continent à l'autre, y compris aux nuisibles transfrontières et aux nouvelles routes commerciales.

**RAVAGEURS ET MALADIES DES VÉGÉTAUX DANS LE CONTEXTE DU
CHANGEMENT ET DE LA VARIABILITÉ CLIMATIQUES, DE LA SÉCURITÉ
ALIMENTAIRE ET DES RISQUES POUR LA BIODIVERSITÉ**
([ECA/41/19/4](#))

Recommandations adressées aux Membres:

- 1) **Prêter un appui** à des programmes nationaux ou internationaux visant à rassembler des informations qui concernent les effets du changement climatique sur les questions relatives à la santé des végétaux, comme la répartition ou le comportement des organismes nuisibles ou la résilience des végétaux face aux infestations de ravageurs.
- 2) Face au défi que représentent le changement et la variabilité climatiques, **élaborer** des plans stratégiques afin d'intégrer une perspective axée sur les terroirs et mettre au point des systèmes de culture plus résilients au niveau national.
- 3) **Formuler** des stratégies – en particulier dans les domaines de la surveillance, du suivi, de la préparation, de la prévention et de la lutte contre les organismes nuisibles – afin de faire face à des expansions plus fréquentes de l'aire de répartition géographique des ravageurs et des maladies.
- 4) **Veiller** à ce que les ONPV prennent en compte les aspects de la santé des végétaux liés au changement climatique dans leurs activités et faire en sorte que les ONPV disposent de capacités suffisantes pour relever ces défis.
- 5) **Intégrer** dans les stratégies nationales des éléments en rapport avec la santé des végétaux en ce qui concerne le changement climatique, les espèces exotiques envahissantes, la biodiversité et l'environnement.
- 6) **Prêter un appui** et prendre part à la collaboration internationale aux niveaux sous-régional, régional ou mondial, ainsi qu'au partage d'informations et de données d'expérience relatives aux effets du changement climatique sur les ravageurs et les maladies des végétaux.

Recommandations adressées à la FAO:

- 1) **Contribuer** aux efforts régionaux destinés à déterminer l'évolution des effets du changement climatique sur l'épidémiologie et l'écologie des organismes nuisibles, la répartition des hôtes et les impacts des ravageurs.
- 2) Dans le cadre de l'initiative régionale 3 en Europe et en Asie centrale, **renforcer** les mécanismes de collecte de données et de constitution d'éléments factuels au niveau régional, élaborer des plans et renforcer les capacités en vue de résoudre les problèmes liés au changement climatique, lorsqu'ils intéressent la santé des végétaux.
- 3) **Promouvoir** les efforts destinés à approfondir les connaissances et à améliorer la compréhension des effets du changement climatique sur les interactions au sein des écosystèmes agricoles.
- 4) **Encourager** la collaboration internationale et le renforcement des capacités, l'accroissement des ressources et l'amélioration de l'expertise permettant de suivre les nouveaux organismes nuisibles et leurs souches agressives dans le contexte du changement climatique et de réagir en conséquence au moyen de pratiques améliorées de gestion des ravageurs.

**IMPACT DU COMMERCE MONDIAL ET DE LA MOBILITÉ HUMAINE
SUR LA SANTÉ DES CULTURES ET DES FORÊTS EN EUROPE ET
EN ASIE CENTRALE ([ECA/41/19/5](#))**

Recommandations adressées aux Membres:

- 1) **Réfléchir** à la manière d'optimiser la mise en œuvre des normes internationales et des recommandations pertinentes relatives à l'évaluation des risques phytosanitaires afin d'empêcher le déplacement d'organismes nuisibles avec les colis dans le cadre des échanges commerciaux.
- 2) **Se pencher** sur la question de savoir quelles orientations, activités ou mesures, y compris les techniques d'inspection et de diagnostic, il est possible de mettre en œuvre afin de renforcer les capacités nationales et d'améliorer la gestion des risques phytosanitaires dans le contexte du commerce international de végétaux.
- 3) **Envisager** des activités (campagnes de sensibilisation, par exemple) qui sont susceptibles de réduire les risques phytosanitaires associés à la mobilité humaine.
- 4) **Envisager** la mise en œuvre de la recommandation de la CMP intitulée «Commerce de végétaux et autres articles réglementés sur Internet (commerce en ligne)» afin de prévenir les risques phytosanitaires découlant du commerce électronique.
- 5) **Intégrer** des éléments en rapport avec la santé des végétaux dans les stratégies nationales ayant trait aux espèces exotiques envahissantes, à la biodiversité et à la protection de l'environnement.
- 6) **Trouver** des possibilités de coopération aux niveaux sous-régional, régional et mondial et les exploiter afin de renforcer les capacités nationales permettant de relever les défis communs liés à la santé des végétaux.

Recommandations adressées à la FAO:

- 1) Par l'intermédiaire de l'initiative régionale 2, **aider** les Membres à participer à l'élaboration et à l'application efficace de normes et de procédures adoptées à l'échelon international, afin de prêter un appui aux marchés locaux et internationaux et de mettre en place des systèmes agroalimentaires performants.
- 2) **Évaluer** si suffisamment de programmes de formation sont en place et s'ils sont coordonnés de façon satisfaisante pour maintenir et renforcer les capacités du personnel phytosanitaire d'identifier les risques phytosanitaires découlant des activités humaines et de réagir.
- 3) **Prêter un appui** continu aux programmes de formation conduits par la FAO et d'autres organisations régionales ou internationales.
- 4) **Promouvoir**, au niveau international, l'adoption de la CIPV, des NIMP et des recommandations internationales pertinentes qui concernent la prévention des déplacements de ravageurs occasionnés par des activités humaines.
- 5) **Aider** les agriculteurs, les services de conseil et les consultants en actualisant leurs connaissances, leurs compétences et leurs pratiques pour ce qui est des menaces phytosanitaires existantes ou nouvelles.